



## **DECLARATION DE RENTREE SCOLAIRE 2024-2025 DU G7**

Au Sénégal, l'année scolaire 2021-2022 a été marquée par des remous d'une rare intensité dans le secteur de l'Éducation et de la Formation. Après un combat syndical de plusieurs mois porté par les syndicats du G7, un protocole d'accords a été signé le 26 février 2022 avec le Gouvernement du Sénégal. Les accords signés ont suscité de fortes attentes et un immense espoir chez les enseignants du Sénégal.

Toutefois, en dehors des améliorations notées dans le cadre de la revalorisation de la rémunération des personnels de l'Éducation et de la Formation, en particulier, et de l'Administration publique, en général, aucune avancée majeure n'a été réalisée depuis lors. La mise en œuvre des accords portant notamment sur le statut, la carrière et le plan de formation des enseignants et des inspecteurs est jusqu'à présent plombée par des lenteurs. Il s'agit notamment d'accords hautement importants ayant trait à la /au :

- digitalisation des actes et des procédures de la Fonction publique ainsi que l'interconnexion des plateformes des différents ministères ;
- révision du statut des décisionnaires et revalorisation de leurs pensions de retraite ;
- parachèvement de la formation diplômante : des chargés de cours, des demandeurs de mise en position de stage, des professeurs contractuels ayant capitalisé plusieurs années d'expérience, des chargés de cours en EPS, du résiduel des 5000 enseignants recrutés en 2021, des MEPS et des moniteurs polyvalents ;
- application de tous les accords signés avec le G7 portant sur l'enseignement de l'arabe ;
- mise en œuvre intégrale des accords signés avec le syndicat des inspecteurs.

Les actions entreprises par les syndicats pour amener le Gouvernement à respecter ses engagements ont buté sur l'effet inhibant de la crise sociopolitique que notre pays a traversée entre mars 2021 et mars 2024. Aujourd'hui, cette situation est dépassée au lendemain de l'élection présidentielle du 24 mars 2024 ayant abouti à l'avènement d'une troisième alternance politique au Sénégal.

Le début de l'année scolaire 2024/2025 est marqué par un contexte particulier qui coïncide avec la publication du nouveau référentiel de politique économique et sociale de notre pays, dénommé « **Sénégal 2050** ».

Lors de la présentation de cette nouvelle vision qui servira désormais de référentiel à toutes les politiques sectorielles, le diagnostic effectué a fait

ressortir plusieurs aspects inquiétants qui n'augurent point de lendemains meilleurs pour les populations, en général, et pour le monde du Travail, en particulier. L'état des lieux a fait apparaître notamment :

- une situation économique dramatique dépeinte sous le prisme du surendettement et de l'inflation continue ainsi qu'un taux de croissance moyen très faible sur les vingt dernières années ;
- une pauvreté accrue affectant près de 40 % de la population et avoisinant même 50 % dans les zones rurales ;
- un capital humain très peu productif avec un IDH plus faible que celui de pays comme le Maroc et le Kenya ;
- un système éducatif marqué par une forte déperdition avec de faibles taux d'achèvement de l'ordre de 65% à l'élémentaire, 42% au moyen et 28 % au secondaire ; ainsi que les forts taux d'échecs enregistrés aux différents examens.

Partant de ces constats, les nouvelles autorités de notre pays, à travers le nouveau référentiel des politiques publiques, se proposent de mettre en œuvre une nouvelle stratégie articulée autour des quatre axes principaux suivants :

- une économie compétitive ;
- un capital humain de qualité et l'équité sociale ;
- un aménagement et un développement durable ;
- une bonne gouvernance et un engagement africain.

Toutefois, à l'analyse, nous avons constaté que le secteur de l'Éducation et de la Formation, levier fondamental de transformation du capital humain et socle du développement de toute nation, ne figure pas parmi les huit réformes majeures annoncées. A cela s'ajoute la faiblesse de la part de budget qui lui est encore réservée. En effet, dans le Plan d'Actions Prioritaires, PAP 2025-2029, la part d'investissement pour l'Éducation, la Formation et la Recherche ne représente que 10% des investissements publics. Cela montre, encore une fois, que le binôme capital humain / progrès social demeure le parent pauvre des politiques publiques.

Ainsi, les syndicats du G7 tiennent à rappeler aux autorités que la mise en œuvre de politiques d'austérité, comme ce fut le cas depuis l'indépendance, par les différents régimes qui se sont succédé, serait inacceptable. Depuis plusieurs décennies, les travailleurs du Sénégal se sont donnés corps et âme dans tous les secteurs d'activités pour permettre à notre pays de continuer à rester debout. Plus particulièrement, dans le secteur de l'Éducation et de la Formation, les enseignants, de par leur engagement patriotique et leur amour de la Nation, ont consenti depuis des décennies des sacrifices immenses pour éduquer et former les fils et filles de la nation, en étant moins rémunérés que ceux évoluant dans d'autres secteurs dont le niveau de qualification est inférieur.

En effet, après plusieurs décennies de combat pour la refondation de l'École sénégalaise et la valorisation du statut de l'Enseignant, les syndicats du G 7 rappellent au nouveau Gouvernement du Sénégal que :

- ✓ l'éducation demeure un secteur prioritaire, moteur de tout développement ;
- ✓ toute dépense effectuée pour la bonne marche de notre école représente un investissement primordial pour sortir notre pays de l'ornière.

Aussi, appellent-ils les autorités à revoir à la hausse les investissements dans le secteur de l'Education et de la Formation afin de/d' :

- ✓ transformer l'école sénégalaise en une «**école de qualité et de la réussite**» ;
- ✓ booster le **Capital Humain** grâce un système éducatif performant ;
- ✓ éradiquer les abris provisoires ;
- ✓ valoriser la Fonction enseignante.

Cependant, la stabilité et la cohésion sociales demeurent les principaux piliers sur lesquels le nouveau Gouvernement devra s'appuyer pour revigorer tous les secteurs de développement de notre pays. Ainsi, l'apurement du passif social, l'ouverture de négociations sur les nouvelles questions et l'instauration d'un Dialogue social permanent et sincère avec les syndicats demeurent incontournables.

A ce titre, nous invitons le Gouvernement à convoquer le Comité de suivi des accords pour diligenter la mise en œuvre des accords signés avec le G7.

Le G7 saisit l'opportunité de cette déclaration pour exprimer sa compassion et sa solidarité à l'endroit des populations riveraines affectées par la crue du fleuve Sénégal ainsi qu'à toute la communauté éducative suite aux dégâts collatéraux notés dans les écoles.

En outre, il invite les autorités à ne lésiner sur aucun moyen pour soulager les populations.

Le G7 s'engage à mobiliser des ressources pour les accompagner et surtout venir en appui aux enseignants victimes de cette calamité.

**Les syndicats membres du G 7**

***Dakar, le 20 octobre 2024.***